



imagine **Demain**

Bimensuel togolais d'information générale | N°0020 | Vendredi 30 Octobre 2020

Office Togolais des Recettes



Immersion au cœur du système fiscal togolais

Page 2

Ces dernières années, l'administration fiscale togolaise a connu d'importantes réformes. Genèse d'une administration essentielle en perpétuelle évolution.

Actu-Dev

**Projet EJV
Plus de 2800 em-
plois créés dans
les « Plateaux » à
travers le THIMO**

Page 6

**Grace au PSAEG,
des femmes de la
Région de la Kara
peuvent s'oc-
troier des prêts
et mener leur
AGR**

Page 5

Vivement demain

**« 1er Dialogue
politique » sur la
transition agroé-
cologique au
Togo**

Page 7

Your essential local news source in Togo



republicoftogo.com



TOUT SAVOIR SUR LE SYSTÈME FISCAL TOGOLAIS

Immersion au cœur du système fiscal togolais

Ces dernières années, l'administration fiscale togolaise a connu d'importantes réformes. Genèse d'une administration essentielle en perpétuelle évolution.

Le Togo, depuis 2006, a entrepris un vaste chantier de réforme des finances publiques. Un accent particulier a été mis sur la modernisation de l'administration fiscale.

C'est ainsi qu'en décembre 2012, l'Etat a mis en place l'Office Togolais des Recettes (OTR), une régie financière publique à caractère administratif qui réunit les anciennes directions générales des impôts et des douanes.

Le succès du Plan National de Développement (PND) conçu pour la période 2018-2022 passe par une mobilisation des ressources intérieures et une politique d'attractivité des investissements privés. Et ces ressources intérieures proviennent fondamentalement de la fiscalité. Le système fiscal togolais, comme dans la plupart des pays de tradition fiscale inspirée de la France, est déclaratif. Le contribuable réalise ses activités et fait ses déclarations d'impôts et taxes sous sa seule responsabilité et l'administration se réserve le droit de procéder au contrôle de la sincérité des déclarations souscrites.

Pour faire connaître au mieux le système fiscal togolais, « Imagine Demain » se propose d'y consacrer une série d'articles afin de vous fournir plus d'informations.



Office Togolais des Recettes - OTR

Dans ce premier, nous nous intéressons à l'histoire de l'administration fiscale togolaise ainsi que les mutations qui ont abouti à la mise en place de l'OTR dans son organisation actuelle comme principale régie financière de l'Etat.

La période coloniale

A l'origine du territoire qui prend le nom de Togo allemand le 5 juillet 1885, la volonté des commerçants allemands établis sur cette portion de Côte des Esclaves, entre 1879 et 1882, était d'avoir un territoire à eux, libre et sans aucune influence étrangère anglaise ou française, pour exercer leurs activités commerciales.

C'est un désir qui se concrétisera en 1884 grâce à la compré-

hension de Bismarck, Chancelier de l'empire allemand, qui fait effectivement du Togo un territoire dont l'activité principale est celle du commerce import-export, un débouché des produits manufacturés allemands, un pays d'exploitation et d'exportation de matières premières pour les industries allemandes. De cette activité essentiellement commerciale, l'administration cherchera à tirer les revenus nécessaires pour la gestion et les transformations positives du territoire.

De là, la mise au point d'une législation fiscale qui ne laisse rien au hasard, ni personne en dehors ; même les populations du Nord-Togo que cette même administration a exclues à partir de 1907 de toute tenta-

tive de quiconque venu de l'extérieur pour les civiliser au moyen d'une éducation scolaire ou par l'évangélisation.

Cette fiscalité fut très lourde et toujours progressive par le nombre de secteurs sur lesquels elle s'étend d'année en année.

Le résultat concret et positif de cette dynamique est qu'elle a permis d'ériger le Togo au rang de Colonie modèle, la mieux gérée des colonies allemandes dans le monde. Mais pour les Togolais qui n'ont réellement pas pu jouir des retombées de cette colonie modèle, l'expérience coloniale allemande fut assez amère, bien qu'ayant été en partie saluée par le fait qu'elle a appris aux Togolais le goût du travail achevé et

bien fait.

La notion d'impôt était donc connue des Togolais depuis l'époque coloniale.

Le précurseur de la Direction Générale des Impôts a été institué par l'arrêté du 09 Janvier 1943 modifié en Février de la même année portant création du Service des contributions Directes.

La période après les indépendances

Après les indépendances suivra ensuite le Décret n 68-33 du 19 février 1968 portant création de l'Administration des Impôts. Par la suite, dans le souci de coordonner les activités relatives aux impôts sur le plan national, il a été créé sous l'autorité du Ministère de l'Éco-

nomie et des Finances, la Direction Générale des Impôts. Ceci à travers le décret N 85-2 du 10 janvier 1985 portant création, attribution et organisation de la DGI. Depuis 2006, le Ministère de l'Economie et des Finances a procédé à plusieurs aménagements dans le fonctionnement de la Direction Générale des Impôts et ceci, dans le cadre général des réformes des finances publiques au Togo. Le décret N 2006-122/PR du 20 Septembre 2006 relatif à la mise en place du projet de réforme et de modernisation de l'administration des impôts a posé les bases de la nouvelle organisation. C'est le décret n 2007-011/PR du 28 février 2007 portant attributions et organisation de la Direction Générale des impôts qui fixera la nouvelle organisation de l'administration des impôts dans sa phase avant l'avènement de la réforme de l'OTR.

L'administration fiscale togolaise a donc connu d'importantes réformes depuis la période des indépendances jusqu'à ce jour qui ont influencé ses structures et son organisation.

La rédaction

Atelier de cartographie des acteurs et analyse des systèmes de marchés de la chaîne de valeur manioc avec l'entreprise Gold Food Africa

Le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP), les acteurs et les équipes de l'entreprise Gold Food Africa ont tenu, du 14 au 16 octobre, un atelier à Lomé. Il s'est agi, pendant trois (3) jours, de réaliser la cartographie des acteurs autour de l'entreprise Gold Food Africa et d'analyser les systèmes de marchés de la chaîne de valeur « manioc ».

Pour le PAEIJ-SP, la réalisation de cette cartographie permet d'identifier tous les acteurs de la chaîne de valeurs autour de l'entreprise Gold Food Africa, leurs rôles afin de s'assurer de la viabilité de tous les maillons de la chaîne, ce qui serait un gage de réussite.

Aussi, la réalisation de cette cartographie permet de dresser et d'analyser la carte des interactions entre les acteurs, d'identifier les acteurs manquants et comprendre la gouvernance de cette chaîne de valeurs à travers leur organisation.

Elle permet également d'identifier et d'analyser les différents systèmes et segments de marchés, de réaliser une analyse SWOT (une analyse qui doit permettre de définir les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces) de la chaîne de valeurs. Elle permet également de recon-

naître les pistes de solutions et d'actions pour la construction et le développement des chaînes de valeurs puis formuler une vision commune.

La stratégie de la mise en œuvre du PAEIJ-SP, projet initié en 2014 par le Ministère du Développement à la Base, est basée sur l'approche « chaîne de valeur agricole » et le développement des clusters agroindustriels. A travers cette stratégie, le PAEIJ-SP contribue : à d'abord améliorer la productivité des entreprises structurantes identifiées dans les chaînes de valeur agricole à fort potentiel économique, ensuite à accompagner les jeunes promoteurs désireux de créer leur entreprise, et faciliter leur insertion à travers la promotion de partenariats gagnant-gagnant, et enfin à renforcer la compétitivité de la chaîne entière.

Gold Africa Food, installée à Lomé, est l'une des dernières entreprises identifiées par le PAEIJ-SP. Elle est spécialisée dans la transformation de pâte de manioc en attiéké, fofou blanc, gari et bien d'autres dérivés. A la suite d'un audit effectué en 2019, Gold Africa Food a été reconnue en tant qu'entreprise capable de jouer un rôle de leader dans la construction de clusters agro-industriels à travers la chaîne de valeurs « manioc ».

La rédaction

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Le PAEIJ-SP et le groupement d'ONG CASADDVR/RAID identifient les besoins de 630 femmes dans 21 villages

En dehors de l'accompagnement et du financement des chaînes de valeur agricoles, un autre volet du Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP) est la promotion de l'entrepreneuriat féminin et la réduction de la disparité relative au genre dans l'accompagnement des bénéficiaires. Ce volet est mis en œuvre à travers un partenariat avec les Organisations Non Gouvernamentales (ONG) « Centre d'Action pour la Sécurité Alimentaire, le Développement Durable et la Valorisation des Ressources » (CASADDVR) et « Recherche et Appui aux Initiatives de Développement » (RAID). L'une des missions du groupement d'ONG CASADDVR-RAID est d'identifier des femmes dans 40 villages vulnérables en vue de les accompagner avec des « kits de résilience » pour qu'elles développent leurs activités écono-

miques. C'est dans ce cadre que le groupement d'ONG CASADDVR-RAID et une équipe du PAEIJ-SP, ont mené du 4 au 12 octobre, une activité d'identification des besoins d'appuis des femmes vulnérables dans 21 villages répartis dans les 5 régions économiques du pays. La mission a permis non seulement d'identifier des femmes vulnérables parmi celles inscrites au cours d'alphabétisation fonctionnelle ou bénéficiant des services

de planning familial dans les villages ciblés, mais aussi, de relever et d'évaluer les besoins en appuis techniques, matériels et financiers des dites femmes pour la mise en œuvre de leurs activités économiques. Dans chacune des localités visitées, l'équipe de mission du PAEIJ-SP a procédé à des séances de sensibilisation sur le projet. En tout, 630 femmes issues de ces villages ont bénéficié de cette activité.

La rédaction

Pour la mise en place de leurs AGR 164 jeunes du Projet EJV dans la Kara soumis à six mois de coaching

Subventionnés après avoir achevé avec succès leur mission de volontariat communautaire, 164 nouveaux jeunes issus de cinq (05) villages dans la région de la Kara ont encore deux mois de coaching pour la mise en place de leur Activité génératrice de revenus (AGR). Il s'agit des jeunes bénéficiaires du projet d'opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables (EJV). En effet, leur coaching s'étale sur six mois. Il

consiste à accompagner et à suivre les jeunes pour la maîtrise de leur plan d'affaire et pour le bon fonctionnement de leur entreprise. Son déroulement est assuré par les coaches qui ont pour tâche de suivre chaque jeune dans le décaissement des fonds, de l'accompagner dans le démarrage de son activité génératrice de revenu, d'assurer la régularisation des outils de gestion et de suivre les ventes ainsi que les épargnes. Le coaching des 164 jeunes

est assuré par sept (07) coaches au total, soit un coach pour 25 jeunes en moyenne. Dans la région de la Kara, au total 2.200 jeunes issus de 44 villages parmi les 200 bénéficiaires du projet d'opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables (EJV) sur le plan national, bénéficient de six mois de coaching pour le démarrage et l'extension de leurs activités génératrices de revenus. Cet accompagnement et

suivi (coaching) fait partie intégrante de la composante «Appui aux activités génératrices de revenus» financée par la Banque mondiale à hauteur de 1,5 milliards de Francs CFA. Cette composante vise, à travers une subvention et l'accès au mentorat, à soutenir les jeunes ayant achevé avec succès les THIMO (Travaux à haute intensités de mains d'œuvre), pour la mise en place ou l'extension des Activités génératrices de revenus (AGR).



IMAGINE DEMAIN
Bimensuel togolais d'information générale

Récepissé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur de publication:
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboejoseph@gmail.com

Comité de Rédaction:
Mensah-Boboé Tété
Codjo Kokou

Service commercial:
(+228) 70353590 /
93231786 / 79483748

Mise en page
Denis TANGO
+228 93608443

Imprimerie
DIRECT PRINT
Quartier Didjôlé

Distribution
DAMALI Kossi

Tirage: 1000 exemplaires)

Contacts

Avepozo Ibomonou
Tél: (+228) 70353590 / 93231786

E-mail: imaginedemain@yahoo.fr

L'ANADEB-Plateaux renforce la capacité de ses mamans-cantines

Dans la Région des Plateaux, 279 femmes mamans-cantines ont été formées à l'utilisation des produits locaux et au respect des règles d'hygiène afin de servir, à l'entame de la prochaine rentrée scolaire, des repas sains et équilibrés aux les élèves.

Assurer la fourniture des repas chauds aux écoliers, telle est la mission assignée aux mamans

par les points focaux nutritionnistes ainsi que les maîtres-cuisiniers. Elle vise à renforcer les mamans cantines spécifiquement

Initialement cofinancées par l'Etat togolais à hauteur de 1 milliard de FCFA par an et la Banque mondiale avec une enveloppe de 3

ce programme au plan national. L'utilisation de denrées produites localement a un double défi : promouvoir le développement local et



Formation des mamans cantinières dans la Région des Plateaux

cantines depuis le démarrage de la mise en œuvre des cantines scolaires dans le cadre du projet « Filets sociaux et Services de Base » (FSB). En vue de fournir davantage, dans des conditions hygiéniques acceptables, des repas sains, appropriés et de qualité auxdits écoliers, il a été organisé, du 28 septembre au 03 octobre, des sessions de renforcement de capacité sur l'art culinaire au profit de 279 mamans cantines de la région des Plateaux. Pour ce faire, cette session de renforcement, organisée par l'Antenne Région Plateaux de l'ANADEB (Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base), s'est étalée sur six(06) jours et animée

sur la préparation des mets renfermant les trois grands groupes d'aliments à partir des denrées produites localement et dans un cadre respectant les mesures barrières contre la Covid-19 édictées par le Gouvernement.

Les 279 mamans-cantines ayant participé à la formation sont venues des 92 Ecoles Primaires Publiques dans des cantons vulnérables de la région des Plateaux. L'opération de fourniture des repas scolaires aux élèves touche 27 618 écoliers dans cette région du pays. Pour le compte de l'année académique 2019-2020, 2 380 386 repas ont été servis aux écoliers dans la région des Plateaux.

milliards de FCFA, les cantines scolaires sont depuis, février 2020, financées par l'Etat togolais avec la contribution des communautés touchées.

Le volet « cantines scolaires » est l'une des sous composantes des « filets sociaux », qui eux-mêmes constituent un pan du « Projet de filets sociaux et services de base » (FSB). Mise en œuvre par l'ANADEB, son objectif est d'accroître l'accès des enfants des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention dans les écoles des zones ciblées. 92 000 écoliers bénéficient de

renforcer la valeur nutritive des repas.

Grâce aux cantines scolaires, le taux d'abandon est de 0,8 % dans les écoles, contre 1,5 % dans celles sans cantines scolaires, note-t-on auprès des responsables de l'ANADEB. Les effectifs scolaires ont augmenté de 10,3 % dans les écoles bénéficiaires contre 0,6 % dans les écoles non bénéficiaires depuis 2010. Les cantines scolaires ont contribué à la couverture des besoins en alimentation des enfants. Et le Gouvernement espère atteindre l'« objectif faim zéro » à l'école.

PROJET EJV :

43 « coachs » accompagnent 938 jeunes dans la région de la Kara

Ils sont 938 jeunes issus de 18 villages et constituent la première vague de participants aux Travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (THIMO). Ces jeunes ont bénéficié des subventions pour mettre en place des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Afin de créer des conditions propices à la réussite de ces activités, en période de démarrage mais aussi dans la durée, ils ont également bénéficié d'un accompagnement (Coaching) assuré par des « coachs » recrutés temporairement par le projet d'opportunités d'Emploi pour les Jeunes Vulnérables (EJV).

En effet, cette phase d'accompagnement ou coaching est étalé sur une durée de six mois et a démarré avec la mise en place des activités génératrices de revenus depuis février 2020.

Dans la région de la Kara, le coaching s'adresse au total, à 2200 jeunes issus des 44 villages bénéficiaires du projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV). Il s'agit essentiellement des jeunes qui auront achevé avec succès leur mission de volontariat communautaire et qui auront épargné 40 000francs CFA au cours de leur mission de volontariat, leur permettant ainsi de bénéficier d'une subvention de 60 000 francs CFA pour la mise en place des AGR.

Financé conjointement par l'Etat togolais et la Banque mondiale à hauteur de 1,5 milliard de FCFA, l'appui aux activités génératrices de revenus relève du projet d'opportunités d'Emploi

pour les Jeunes Vulnérables (EJV). Cette composante vise à soutenir les bénéficiaires qui ont achevé avec succès les activités de la composante 1, pour le lancement ou à l'expansion d'une activité génératrice de revenus (à travers une subvention et l'accès au mentorat).

Les coachs, pour accompagner les 938 jeunes, étaient au nombre de 43. Ils sont chargés de suivre et d'accompagner les jeunes dans la mise en place de leur AGR.

Lancé le 06 février 2018 à Yaka, dans la préfecture de Doufelgou (Nord-Est du Togo) par le Chef de l'Etat Faure GNASSINGBE, le projet EJV devrait permettre d'enrôler dans 200 villages des 150 cantons les plus pauvres au Togo, 14 000 jeunes de 18 à 35 ans, pour les Travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (THIMO) dans les milieux ruraux, de 2017 à 2021. Objectif : faciliter l'insertion économique du jeune à travers le développement des activités génératrices de revenus tout en lui permettant d'apporter une contribution valorisante pour le développement de sa communauté.

Le projet est mis en œuvre par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) à travers le volontariat communautaire, la formation et l'appui apporté aux populations dans leurs activités génératrices de revenus ; le renforcement des capacités des bénéficiaires et la gestion des projets. Le projet coûte 9 milliards de francs CFA et est financé par la Banque Mondiale.

Grace au PSAEG, des femmes de la Région de la Kara peuvent s'octroyer des prêts et mener leur AGR

L'Antenne régionale de l'ANADEB à Kara apporte de diverses manières son appui aux communautés pour l'autonomisation de la femme. Voici un exemple.

Dans la poursuite de la mise en œuvre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG), l'Antenne régionale de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) de la Kara, depuis plus de deux mois, mis en place un système offrant l'opportunité à certains groupes de femmes de prendre part aux opérations de salubrité pour mobiliser les fonds et s'acheter des caisses d'épargne en vue de mettre en place leurs groupes d'Epargne.

A l'issue de trois opérations de salubrité publique, la motivation financière de 1500f que chaque femme a perçu par opération, a permis, entre autre, l'achat de douze (12) caisses d'épargne d'un coût total de 432 000 francs



Grace au PSAEG, des femmes de la Région de la Kara peuvent s'octroyer des prêts et mener leur AGR

CFA. Ces caisses serviront à mettre en branle, l'épargne solidaire que feront les membres desdits groupes en cours de création. En effet, 12 nouveaux Groupes d'Epargne(GE) composés de 25 membres par groupe sont en création

et s'ajouteront aux 22 déjà opérationnels dans la région de la Kara. Notons que les Groupes d'Epargne sont à plus de 137 sur le plan national. La création et l'accompagnement de ces groupes d'épargne (GE) sont assurés par sept

Agents d'Appui au Développement à la Base (AADB) dans la région de la Kara. Ils fonctionnent en termes de cycle couvrant ainsi l'année avec une mise ou tampon allant de 100 à 500 francs selon la capacité de chaque groupe.

Inscrit dans le cadre du Programme de Soutien aux Activités Economiques de Groupements (PSAEG), les Groupes d'Epargne (GE) fonctionnent suivant un système de gestion transparente dans lequel les intérêts sont redistribués

entre les membres. Ils visent à faciliter l'octroi des prêts à des membres à faible taux, à travers la tontine, afin de leur permettre de mener ou de développer des activités génératrices de revenus. Le PSAEG vise à contribuer à l'amélioration des revenus des membres des groupements et au développement des emplois ruraux dans les villages d'implantations desdits groupements.

Après cinq ans de mise en œuvre par une équipe de coordination au sein du cabinet ministère du Développement à la Base, le PSAEG a été confié en 2014, à l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) et fusionné avec le projet de développement des plantes à racines et tubercules (PRT) étant donné qu'ils ciblent tous les deux, des groupements.

Les groupements d'épargne : des expériences aux retombées positives pour des femmes dans la « Kara »

Comment venir en aide aux femmes en milieu rural ? Pour répondre à cette préoccupation, le gouvernement togolais, par le biais du ministère du Développement à la Base, a initié des projets dont le PSAEG (Projet

de Soutien aux Activités Economiques des Groupements). Ce projet, mis en œuvre depuis 2009 puis confié à l'ANADEB (Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base) en 2014, s'est avéré un levier de l'entrepreneuriat rural des femmes dans la ré-

gion de la Kara. Dans la Kara, le projet contribue à l'amélioration des revenus des membres des Groupements d'Epargne (GE), composés de 25 membres, en majorité des femmes. Ils sont accompagnés par l'ANADEB qui les (les femmes) encadre techni-

quement, pour l'atteinte des objectifs. Répartis dans 6 des 7 préfectures de cette région économique du Nord Togo (1 dans le Kéran, 5 dans le Bassar, 2 dans le Doufelgou, 14 dans le Kozah, en cours de création dans le Dankpen), ils sont 22

Groupes d'épargne à bénéficier des appuis multiformes des agents de l'ANADEB (2ADB) qui, en plus de les former, les suivent du début jusqu'à la fin du cycle, soit un 1 an. Dans le déroulé de leur agenda, ces GE ont mis en place un système qui impose à chaque

membre une cotisation selon sa capacité, et enregistré dans le carnet. Et ces épargnes leur permettent de s'octroyer des crédits en interne à taux réduit pour démarrer des activités génératrices de revenus (AGR) ou de les redistribuer à la fin de l'année.

Plus de 2800 emplois créés dans les « Plateaux » à travers le THIMO

C'est peut-être fini l'époque où les jeunes non scolarisés ou déscolarisés, surtout en milieu rural, n'ont aucune alternative pour sortir de la précarité. Au Togo, le gouvernement a pensé à cette frange de la population en élaborant le projet d'opportunités d'Emploi pour les Jeunes Vulnérables (EJV). Dans sa réalisation, EJV sélectionne 70 jeunes dans les villages bénéficiaires pour réaliser des THIMO (Travaux à Haute intensité de main d'œuvre), tout en mettant 22 autres jeunes sur la liste d'attente, afin de les intégrer en cas de besoin. Une fois sélectionnés, il est ouvert un

compte personnel dans les structures de microfinances de la place à chaque jeune, pour permettre à ce dernier d'épargner 500 F sur les 1.500 F Cfa qu'il gagne par jour. Ainsi, après quatre-vingt (80) jours de travaux, ces jeunes en plus de leur épargne reçoivent une subvention de 60.000 F Cfa chacun, pour le début de leur activité génératrice de revenus (AGR).

D'après les chiffres de l'antenne régionale de l'ANADEB dans les Plateaux, 41 villages sont bénéficiaires du projet EJV. Voué à soutenir des microprojets de développement communautaire en milieu rural, le projet EJV mobilise des jeunes

sans qualification et sans emploi des cantons pauvres pour réaliser des Travaux à Haute Intensité de Mains d'œuvre (THIMO), décidés par les communautés elles-mêmes. Entre autres THIMO déjà exécutés dans la région des Plateaux, il y a les activités agricoles et non agricoles qui portent sur l'aménagement de pistes rurales, la construction de retenue d'eau, l'aménagement de bassins piscicoles, la culture du soja et du gingembre et la mise en terre de plants d'orange etc. Il est relevé que le projet EJV a permis de créer à ce jour, plus de 2800 emplois. Premier objectif du projet EJV débuté en 2017,



Plus de 2800 emplois créés dans les « Plateaux » à travers le THIMO

financé par la Banque Mondiale à hauteur de 9 milliards de F Cfa, c'est de fournir des opportunités de génération de revenus aux

jeunes pauvres et vulnérables ciblées du Togo. Ceci, pour rendre possible leur auto-prise en charge. Le projet prend fin en 2021 après quatre

années d'exécution.

La rédaction

Les groupements d'épargne : des expériences aux retombées positives pour des femmes dans la « Kara »

Suite de la page 5

Pour garantir la sécurité des épargnes, les fonds ne sont débloqués qu'avec les signatures de trois membres du bureau soient la Trésorière, la Secrétaire et la Présidente. Les clés des locaux sont aussi réparties de telle sorte qu'une seule personne ne peut, à elle seule, y avoir accès. Constat fait, dans la préfecture de la Kozah, par exemple, ces femmes dont certaines sont des transformatrices de mil ou de sorgho en boisson locale, communément appelée « Tchoukoutou »,

ont pu démarrer leurs activités, en s'octroyant des microcrédits.

Membre du Groupe d'épargne Solimbya de Lama Kolidè dans la Préfecture de la Kozah, c'est grâce à son intégration au groupe d'épargne, que Tatiana a relancé son commerce après plusieurs chutes. « Nous avons fait le premier partage en Juin 2019, je n'avais pu cotiser que 23.000 F Cfa. Le jour du partage, je me suis rendu compte que les camarades avaient pris la chose au sérieux, d'autres ont eu plus de 140.000 F

Cfa. A ce second cycle, je fais tout mon possible pour être à jour dans mes cotisations, bien que le nouveau prix de notre tampon soit monté à 500 F Cfa. Ma discipline me porte déjà des fruits. Grâce à mes cotisations, j'ai fait deux fois le prêt de 75.000 francs pour démarrer la vente des chaussures en Décembre 2019. Avec les fêtes de fin d'année, j'ai fait un bon chiffre d'affaires qui, ensuite, m'a facilité le remboursement. Aujourd'hui, en plus des chaussures, je vends du jus. Bientôt

le second partage, qui me permettra de faire le stockage des céréales. Je dirai qu'après plusieurs échecs, mon adhésion à ce groupe m'a permis de mieux gérer tout ce que j'entreprends, et surtout d'économiser pour avoir un prêt rapide pour saisir d'autres opportunités », c'est ce que racontait cette dernière au mois de Juillet dernier.

Comme elle, Mme Hodalo Leleng, demeurant à Pya révèle avoir réalisé son rêve grâce au «GE». « J'ai longtemps fait le projet de construire une

maison au retour de mon aventure effectuée pendant deux ans, mais pour certaines raisons c'était difficile de réunir les fonds. Depuis 2018, je suis membre du GE et employée dans un bar-restaurant. J'ai joint mon salaire au prêt total de 390 000 FCFA que mon groupe m'a accordé, pour construire une chambre de trois pièces. Avec cette réalisation, je suis devenue conseillère pour mon voisinage qui souhaite aussi bénéficier de cet accompagnement de l'ANADEB. Au prochain partage, une fois

la construction achevée, j'envisage ouvrir moi-même un bar et être indépendante. Je compte sur cette microfinance solidaire que nous avons créée grâce à ANADEB », expliquait-elle.

Le PSAEG vise à contribuer à l'amélioration des revenus des membres des groupements et au développement des emplois ruraux dans les villages d'implantations de ces groupements.

La rédaction

« 1er Dialogue politique » sur la transition agroécologique au Togo

Chaque année, comme à l'accoutumée, la Préfecture de Kpélé, 150 kilomètres au nord ouest de Lomé, s'anime aux couleurs du Festival AgroBio-Cultures organisé par l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) Togo. L'année 2020 n'a pas fait exception à la tradition. Du 4 au 10 octobre, le 18ème festival a rassemblé les membres des coopératives, les chefs traditionnels du Grand Kloto et les reines-mères de Kpélé.

Placé autour du thème « Pour une résilience communautaire, valorisons le rôle des femmes dans la conservation des semences, la transmission du savoir et la promotion de la consommation locale », le festival a été meublé par des formations, des échanges entre les femmes et les

jeunes filles et par un dialogue politique sur la transition agroécologique au Togo qui a marqué l'apothéose.

Premier du genre à être organisé au Togo, ce dialogue politique a réuni le 10 octobre à la mairie de Kpalimé, des acteurs étatiques (représentants des Ministères) et de la société civile (partenaires techniques et financiers, chefs traditionnels, maires, groupements agricoles). Il a permis de discuter sur les contours de la transition agroécologique au Togo ; l'agroécologie étant un ensemble de techniques agricoles visant à atteindre une production plus responsable et de meilleure qualité.

Ce dialogue politique, organisé sous le thème « capitaliser sur le patrimoine naturel et traditionnel du Grand Kloto pour faire de l'agro-



Distribution de 100 lampes aux femmes (au milieu la MISS TOGO 2019 nommée Ambassadrice de bonne volonté pour la promotion de la cuisson)

ecologie, un moteur de croissance accélérée et partagée au Togo », a permis de clarifier le concept d'agriculture biologique et d'agroécologie, d'amplifier la voix des femmes autour des défis liés au secteur de l'agriculture, de mettre en exergue les

savoir-faire traditionnels à travers des groupes folkloriques, des mets et des produits locaux. La rencontre a été une occasion de présenter les documents d'études réalisées autour de l'agroécologie, de nouer des partenariats entre les acteurs présents, de faire

ressortir la dimension plurielle de l'agroécologie et de réunir des acteurs de divers secteurs. Le dialogue a aussi permis de recentrer le débat sur la dimension plurielle de l'agroécologie et d'engager tous les acteurs à œuvrer ensemble pour la réalisation d'une

agriculture saine, durable au Togo et la protection du patrimoine.

Plusieurs recommandations ont été faites aux différents acteurs présents : la nécessité de sécuriser les terres, de définir une vision claire de l'agroécologie, de rendre justice aux communautés faces aux exploitations minières, de promouvoir l'agroécologie paysanne à travers les semences, de mettre à disposition un espace dans les marchés pour la valorisation des produits bio.

Au cours du festival, l'ONG JVE et ses partenaires ont distribué cent (100) lampes aux femmes des groupements de la préfecture.

Efua KUADJO-VI-AYEDEU

PSMICO: 17 infrastructures sociocommunitaires construites en 3 ans dans la région Centrale

L'ANADEB (Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base) accompagne des communautés dans la réalisation de leurs microprojets d'infrastructures dans la région Centrale. Au Total, depuis l'année 2017, 16 ouvrages à savoir 05 forages, 06 ouvrages d'assainissement, 02 marchés cantonaux, 02 bâtiments scolaires, une salle polyvalente, une aire de jeux dans une maison des jeunes, une salle polyvalente, ont été réalisées dans la région et une aire de jeux est en cours de construction dans la Maison des

jeunes de Sokodé. Ceci, à travers divers financements notamment le PAPV (Programme d'appui aux populations vulnérables), le PUDC (Programme d'urgence de développement communautaire), le budget de l'Etat (BE) et des fonds spéciaux.

Les ouvrages d'assainissement ont été construits dans les villes de Tchamba et Balanka dans la préfecture de Tchamba, les forages dans les localités précitées et à Sokodé (préfecture de Tchadoudjo) puis à Adjengré et Temblio dans la préfecture de Sotouboua. La

ville de Sokodé a aussi bénéficié d'une salle polyvalente, Kagnigbara (préfecture de Mo) et Denguède (préfecture de Tchadoudjo), d'un bâtiment scolaire. Un marché cantonal a été réalisé à Balanka et Adjengré. 9 infrastructures ont été construites en 2019 contre trois respectivement en 2018 et 2017, et 02 en cours de réalisation ou de réception définitive cette année.

La mise en place de ces ouvrages se fait à la suite d'un diagnostic communautaire participatif consensuel.

Pour le Gouvernement, ces travaux de

construction dans le cadre de la mise en œuvre du PSMICO s'inscrivent dans une politique de développement inclusif, permettant de lutter contre la pauvreté, et de couvrir les besoins de base légitimes de la population. Le défi est de doter chaque localité d'un minimum d'infrastructures socio-collectives de base.

La rédaction



Since 1924



Official Global Partner

MG ZS



CROSS/OVER AND ABOVE



Couleurs disponibles



2556 Boulevard de la Paix, Tokoin Aéroport, 08BP. 8535, Lomé-TOGO
Tél. +228 22 61 27 76/77/78, Mob. +228 97 10 94 94, info@diwatg.com, www.diwatg.com